

CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE
Contrat saisonnier à durée minimale à temps complet

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

EMPLOYEUR :

La Société **BLA BLA SECURITE**

Dont le siège social est situé à :

(adresse) **LILLE**

Représentée par M ou Mme **DURANT**(nom, prénom)

Ayant la qualité de **DIRECTEUR**

Ou

M ou Mme(nom, prénom)

Demeurant à

Ci-dessous désigné « l'employeur »

ET

SALARIE :

M. ou Mme **BALLE Jean**(nom, prénom)

Demeurant à **24 avenue Jean Moulin**

74150 RUMILLY

Né le ...**24**...../...**09**...../...**1978**..... A **RUMILLY**

N° matricule A.S.

Nationalité **FRANCAISE**

N° et type d'autorisation de travail (si salarié étranger)

Ci-dessous désigné « le salarié »

IL A ÉTÉ CONVENU D'UN COMMUN ACCORD CE QUI SUIT :

ART. 1 : NATURE, DATE D'EFFET, OBJET ET DUREE DU CONTRAT

L'employeur engage, à compter du .../.../... àh, le salarié en contrat à durée déterminée à temps complet. Le salarié déclare être libre de tout engagement.

Le présent contrat est conclu pour la réalisation des travaux saisonniers suivants :

.....
.....
.....

Le présent contrat est conclu pour une durée minimale de jours, soit du .../.../... au .../.../....

Si ces travaux se prolongeaient au-delà de cette date, le contrat se poursuivrait jusqu'à la fin de ceux-ci.

ART. 2 : CONVENTION COLLECTIVE APPLICABLE

Le présent contrat est régi par les dispositions de la convention collective applicable à l'entreprise.

La convention collective applicable à la date de conclusion du contrat est la Convention Collective de Travail relative aux Exploitations Viticoles de la Champagne Délimitée, établie en date du 2 juillet 1969. Celle-ci est tenue à la disposition du salarié à¹

¹ Préciser le lieu dans l'exploitation où la Convention Collective est accessible

ART. 3 : PERIODE D'ESSAI

Par application de l'article L. 1242-10 du code du travail et le présent contrat étant d'une durée minimale dejours, il ne deviendra ferme qu'à l'issue d'une période d'essai dejours, allant du/...../..... au/...../..... au cours de laquelle il pourra être mis fin au contrat par la volonté de l'une ou l'autre des parties, dans le respect du délai de prévenance prévu à l'article 16 de la Convention Collective.

Cette période devant correspondre à une période de travail effectif, elle sera suspendue en cas d'absence du salarié pour quelque motif que ce soit, entraînant une prolongation de la période d'essai d'une durée équivalente à celle de la suspension.

ART. 4 : EMPLOI ET QUALIFICATION

Le salarié est engagé en qualité de (qualification)
correspondant au niveauéchelon

ART. 5 : REMUNERATION

En contrepartie de son travail, le salarié percevra un salaire horaire brut de€

ART. 6 : AVANTAGES EN NATURE

Il est prévu
.....

ART. 7 : LIEU DE TRAVAIL

Le salarié exercera ses fonctions dans les locaux de l'exploitation à (adresse) :
.....
.....ainsi que sur les parcelles s'y rattachant.

ART. 8 : OBLIGATIONS PROFESSIONNELLES

Le salarié sera tenu d'observer les dispositions réglementant les conditions de travail applicables à l'ensemble des salariés de l'entreprise, ainsi que les règles concernant la discipline et la sécurité du travail.

Le salarié s'engage par ailleurs :

- à se conformer aux directives et instructions émanant de son employeur
- à observer une discrétion professionnelle absolue pour tout ce qui concerne les faits ou informations dont il aura connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions
- à informer immédiatement l'employeur en cas d'absence quel que soit le motif et à produire dans les 48h les justificatifs appropriés
- à faire connaître sans délai tout changement de situation le concernant (domicile, situation familiale, enfants à charges etc.)

ART.9 : RETRAITE COMPLEMENTAIRE – PREVOYANCE

Le salarié sera affilié aux caisses de retraite complémentaire et régime de prévoyance ci-dessous désignés.

ART.10: RUPTURE ANTICIPEE DU CONTRAT

Sauf accord entre les parties, le présent contrat ne peut être rompu avant son terme qu'en cas de faute grave ou de force majeure.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, le contrat de travail pourra être rompu à l'initiative du salarié lorsque celui-ci justifie d'une embauche pour une durée indéterminée. Sauf accord entre les parties, le salarié est alors tenu de respecter une période de préavis dont la durée est calculée à raison d'un jour par semaine compte tenu de la durée effectuée et dans la limite de deux semaines.

La partie défaillante sera redevable envers l'autre partie de dommages et intérêts.

ART.11: FIN DU CONTRAT

Dès la cessation de l'activité salariale du salarié, il lui sera alloué les indemnités correspondantes dès lors que leurs conditions d'octroi sont remplies.

Fait en double exemplaire dont un sera conservé par chacune des parties.

A le

LE SALARIE²,

L'EMPLOYEUR

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'EMPLOYEUR (à remplir obligatoirement)

Code A.P.E. : 0121 Z

Mutualité Sociale Agricole Caisse de (Rayer les caisses auxquelles vous ne cotisez pas) :

MSA AISNE

2 place du Général Leclerc

02000 LAON

MSA AUBE

1 av. du Maréchal Joffre

10032 TROYES Cedex

N° Adhésion :

MSA MARNE

24 bd Louis Roederer

51077 REIMS Cedex

Caisse de retraite complémentaire (Rayer les caisses auxquelles vous ne cotisez pas) :

AGRICA

21 rue de la Bienfaisance

75382 Paris Cedex 8

AG2R Aisne

10 boulevard Lyon

02000 LAON

AG2R Aube

22 rue Filles Dieu

10000 TROYES

N° adhésion :

AG2R Marne

CG 53 rue Moissons

51100 REIMS

² Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé »